

BRÈVES ÉCONOMIQUES PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉRAN, TEL-AVIV)

ZOOM : IMPLICATIONS ÉCONOMIQUES DES GRAVES SÉCHERESSES DE L'ÉTÉ 2025 AU PROCHE-ORIENT

À l'été 2025, la région du Proche et Moyen-Orient a connu l'une de ses plus graves sécheresses des dernières années. Au Liban, les apports du lac Qaraoun, plus grand réservoir du pays, situé sur le fleuve du Litani, ont chuté au niveau historiquement bas de 45 à 50 millions de m³ entre juin et août 2025, contre 230 millions l'année précédente. En Syrie, il s'agit de la pire sécheresse depuis 1989 selon la FAO ; dans certaines zones du sud, notamment Soueïda et Deraa, le niveau des précipitations est inférieur de moitié à celui de l'année précédente. En Irak, les réserves d'eau pourraient ne pas dépasser sur l'année 20 milliards de m³, soit moins de la moitié de la consommation annuelle du pays (48 milliards de m³). En Iran, pour l'année hydrologique 2024-2025, le niveau des pluies est inférieur de 45% par rapport à la normale, conduisant à un assèchement quasi-complet de réservoirs comme Lar Dam.

LE CHIFFRE À RETENIR

+1 point

DE TAUX DE CHÔMAGE EN CAS
DE SÉCHERESSE

Les implications des sécheresses se déploient sur de nombreux secteurs de l'économie. La première branche touchée est l'agriculture. En Syrie, 75% des récoltes de blé pour l'année 2025 sont menacées d'après les estimations de la FAO (juin 2025) : la pénurie pourrait toucher plus de 16 millions de personnes, rendant le pays dépendant aux importations de céréales et à l'aide alimentaire internationale. Les sécheresses ont également des conséquences sur l'énergie. Au Liban, plusieurs centrales de production hydroélectrique ont dû fermer (centrale d'Abdel Aal) ou ont vu leur activité drastiquement réduite (centrales de Boulos Arkache et de Charles Helou). Enfin, le rationnement de l'eau a des conséquences néfastes sur la santé : pour mémoire, la crise du choléra en Syrie et au Liban en 2022 était due à un accès insuffisant à une eau potable et de qualité.

Cette situation est d'autant plus alarmante que le rythme des sécheresses devrait s'intensifier, du fait de la dynamique plus profonde de dérèglement climatique. Du fait d'un climat globalement marqué par des hivers secs et de faibles ressources aquifères, les chocs de température intensifient en retour les conditions de vie et de production. En Jordanie, l'un des pays les plus touchés par le stress hydrique dans le monde (moins de 100 mm de pluies annuelles), l'eau provient majoritairement de nappes souterraines qui se vident plus vite qu'elles ne se rechargent, affectant irrémédiablement les sols et l'agriculture. En Iran, le risque de désertification concerne 100 millions d'ha du territoire, soit bien plus de la moitié de la surface du pays.

Les conséquences économiques des sécheresses, en termes de coût et d'effets sur le marché du travail, sont par conséquent de plus en plus préoccupantes. D'après les estimations de l'OCDE (juin 2025), une sécheresse en 2025 est au moins deux fois plus coûteuse qu'en 2000. À partir de données concernant la zone du Proche et Moyen-Orient (Égypte, Iran, Jordanie, territoires palestiniens dont Gaza), la Banque mondiale a montré qu'un choc négatif de précipitations conduisait à une hausse d'un point de pourcentage du chômage, avec un effet d'autant plus fort que la situation de l'emploi est déjà dégradée (août 2025). L'impact concerne tant les zones rurales qu'urbaines, avec un effet marqué sur l'emploi des femmes.

Pour faire face à la sécheresse, plusieurs pays ont mis en place des dispositifs, notamment en termes de gestion de l'eau. L'Égypte a lancé un plan de désalinisation, avec l'objectif de produire 10 millions de m³ d'eau dessalée par jour d'ici six ans, d'après une annonce du Premier ministre (fin août 2025). C'est le cas également d'Israël, dont plus de 80% de l'alimentation en eau dans les villes provient d'usines de dessalement (OCDE, 2023), tandis que 85% des eaux usées sont recyclées, couvrant 45% des besoins agricoles et 21% de la consommation totale du pays.

Service Économique Régional de Beyrouth

ÉGYPTE

1. NIVEAU RECORD DES TRANSFERTS DES EXPATRIÉS EN 2024/2025

Les [transferts de fonds de la diaspora égyptienne](#) ont atteint un niveau record de 36,5 Mds USD sur l'exercice 2024/25, en hausse de 66,2% en g.a, les envois n'ayant atteint que 22,1 Mds USD en 2023/24, selon la Banque centrale d'Égypte (CBE). Ces chiffres dépassent largement les anticipations de 32 Mds USD de Morgan Stanley. Le mois de juin confirme cette dynamique puisqu'il a marqué le 16^{ème} mois consécutif de hausse avec des transferts atteignant 3,6 Mds USD (+40,7% en g.a). Cette tendance s'explique par la libéralisation de la livre égyptienne en mars 2024, l'intérêt des actifs égyptiens bon marché suite à la dévaluation, la fluctuation des prix du pétrole ayant dynamisé les économies du Golfe et les revenus des travailleurs égyptiens qui y sont implantés (le CCG demeurant la principale source de transferts). Si le poids économique de ces transferts est difficile à évaluer, on estime qu'ils ont représenté 9,3% du PIB sur l'exercice, selon Capital Economics.

2. POURSUITE DU CYCLE D'ASSOULISSEMENT MONÉTAIRE EN AOUT

Si, au mois de juillet, la Banque centrale d'Égypte (CBE) avait maintenu ses [taux d'intérêt directeurs](#) inchangés, marquant une pause dans le cycle d'assouplissement, elle a décidé le 28 août d'abaisser ses taux de 200 points de base (pdb), soit 525 pdb de baisse depuis avril dernier. Le taux de dépôt au jour le jour s'élève désormais à 22%, le taux de prêt au jour le jour à 23%, et le taux des opérations principales et de la facilité de prêt marginal à 22,5%. Cette décision est intervenue quelques semaines après la reconduction de Hassan Abdalla au poste de gouverneur de la CBE et s'appuie sur le ralentissement de l'inflation en glissement mensuel, confirmant une décélération tendancielle, bien que les risques demeurent à moyen terme.

3. PLAN D'INVESTISSEMENT DE 100 M\$ DANS LE RÉSEAU FERROVIAIRE

Le 30 août, 94 personnes ont été blessées et 5 ont trouvé la mort dans un [violent accident de train](#) entre Marsa Matrouh et Le Caire. Le vice-Premier ministre chargé du développement industriel, et ministre de l'Industrie et des Transports, Kamel El-Wazir, a directement annoncé le versement des compensations et une augmentation exceptionnelle de l'indemnité versée aux familles des victimes, portée à 75 000 EGP (1 550 USD) contre 30 000 EGP (620 USD) auparavant. Selon l'Agence centrale pour la

mobilisation publique et statistique (CAPMAS), le nombre d'accidents sur le réseau ferroviaire égyptien est passé de 181 à 220 entre 2023 et 2024.

C'est dans ce contexte, les autorités égyptiennes ont annoncé 5 Mds EGP (100 M USD) d'investissements dans des travaux de maintenance du réseau.

4. LANCEMENT D'UNE PLATEFORME NUMÉRIQUE ENCADRANT LA GESTION DES EAUX SOUTERRAINES

Le 29 août, le ministère de l'Irrigation et des Ressources hydriques a [annoncé](#) le lancement d'une plateforme numérique afin de mieux contrôler les forages de puits souterrains et d'appliquer des sanctions en cas d'abus, rappelant que les eaux des nappes profondes ne sont pas renouvelables. L'objectif de la plateforme est ainsi d'encadrer la délivrance des licences et de permettre aux usagers de suivre l'avancée du processus. Parallèlement, un travail de recensement des puits et de suivi des bénéficiaires est mené par les directions générales des eaux souterraines. Les autorités mettent en garde contre un pompage excessif qui représenterait un danger pour l'agriculture, contribuant à 14% du PIB égyptien, et la sécurité hydrique du pays, déjà mise à mal par la croissance démographique (+2% par an), le changement climatique et la forte dépendance de l'Égypte à l'eau du Nil (+90%).

5. L'INDICE PMI DU SECTEUR NON PÉTROLIER SOUS LE SEUIL DE CROISSANCE POUR LE 6^{ÈME} MOIS CONSÉCUTIF

L'[indice des directeurs d'achat](#) (PMI) a été ramené de 49,5 en juillet à 49,2 en août, demeurant sous le seuil de croissance pour le sixième mois consécutif. L'enquête souligne une baisse modérée de la production sous l'effet d'une demande atone et de nouvelles commandes en baisse. Dans ce contexte, les entreprises ont réduit leurs achats pour le sixième mois consécutif, entraînant une diminution des stocks, bien que l'inflation des prix des intrants ait ralenti à l'un des plus bas niveaux depuis près de 4 ans et demi. Les prix de vente ont enregistré leur plus forte hausse depuis mai, réduisant l'écart avec le prix des intrants et soutenant les marges. En revanche, les effectifs ont à nouveau progressé pour le deuxième mois consécutif. Enfin, le niveau de confiance des entreprises est resté inchangé par rapport à juillet, à peine supérieur au creux historique enregistré en juin.

IRAK-IRAN

1. NOUVELLES SANCTIONS AMÉRICAINES À L'ENCONTRE DU SECTEUR PÉTROLIER IRAKIEN

L'OFAC a sanctionné, le 2 septembre, un réseau de sociétés maritimes dirigé par Waleed Khaled Hameed

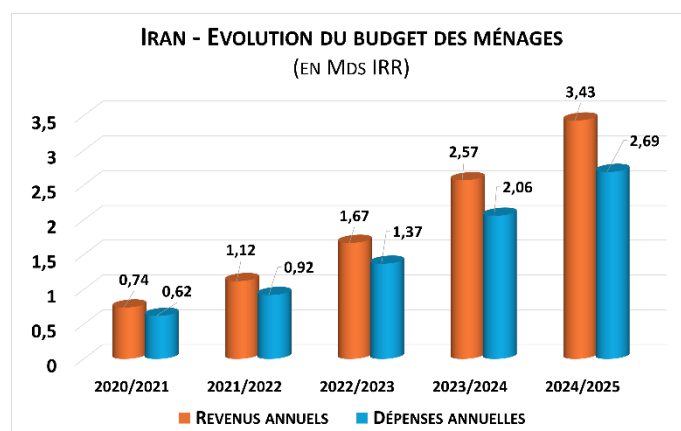
al-Samarra'i, homme d'affaires irakien établi aux Émirats arabes unis. Selon l'OFAC, ce réseau opère en mélangeant du pétrole iranien avec du pétrole irakien, commercialisé sous le seul label irakien afin de contourner les sanctions américaines. Ces mesures s'inscrivent dans la continuité de celles du 3 juillet 2025 visant le réseau de Salim Ahmed Said, également impliqué dans la vente d'un mélange irano-irakien. Le réseau dirigé par al-Samarra'i arme des navires engagés dans la commercialisation de pétrole iranien sur les marchés internationaux et rapporterait 300 M USD par an pour l'Iran et à ses partenaires. Il s'appuie sur deux sociétés basées aux Émirats arabes unis : i) **Babylon Navigation DMCC**, chargée de la logistique et du transport maritime, et ii) **Galaxy Oil FZ LLC**, l'un des principaux négociants mondiaux d'hydrocarbures. Al-Samarra'i bénéficie des services d'une flotte de navires exploités par Babylon et battant pavillon libérien afin de procéder à des mélanges de pétrole en mer, via des transferts de navire à navire dans le Golfe persique et dans certains ports irakiens. Il utilise à cet effet plusieurs sociétés-écrans enregistrées aux Îles Marshall (**Tryfo Navigation Inc.**, **Keely Shiptrade Limited**, **Odiar Management S.A.**, **Panarea Marine S.A.** et **Topsail Shipholding Inc.**). Ces navires effectuent également des transferts de cargaison avec des navires sanctionnés par les États-Unis et identifiés comme appartenant à la flotte fantôme iranienne, afin de limiter toute interaction avec le secteur pétrolier iranien. Les opérateurs impliqués recourent à diverses techniques de dissimulation, telles que des transferts nocturnes de cargaison, le brouillage du système d'identification automatique (AIS spoofing) et l'interruption volontaire de la transmission de leur position AIS.

IRAN

1. STAGNATION DU NIVEAU DE VIE EN 2024/2025 MALGRÉ LA HAUSSE DES REVENUS

Selon le Centre national des statistiques, les dépenses annuelles nettes d'une famille dans les zones urbaines se sont élevées en 2024/2025 à 2,69 Mds IRR (+30,4% en g.a.), dont 0,64 Md IRR (+23,7%) pour les dépenses alimentaires et 2,05 Mds IRR (+32,6 %) pour les dépenses non alimentaires. Au cours de cette année, les revenus nets des familles urbaines ont atteint 3,43 Mds IRR (+33,6% en g.a.), dégageant un solde positif de 0,74 Md IRR en hausse de 45% en g.a. Il s'agit toutefois de la plus faible progression de cet écart depuis 4 ans. Pour mémoire, l'inflation annuelle moyenne dans les zones urbaines en 2024/2025 s'est établie à 32,8%, dont 28% pour les produits alimentaires et 35,1% pour les produits non

alimentaires. Malgré la politique de subventions du gouvernement au cours des trois dernières années - consistant notamment à allouer des devises au taux ultra-préférentiel de 28 5000 IRR/1 \$ aux importateurs de produits alimentaires - l'inflation (en m.a.) aurait progressé à 36,2% à la fin du mois d'août 2025, dont 36,7% pour les produits alimentaires et 35,9% pour les produits non alimentaires. Il convient toutefois de rappeler que l'estimation de l'inflation réalisée par le Centre national des statistiques ne reflète pas la hausse des prix affectant réellement les ménages iraniens, que des sources indépendantes évaluent plutôt aux environs de 50%.



2. LA MOITIÉ DES BANQUES IRANIENNES AU-DESSUS DU SEUIL DE SOLVABILITÉ DE 8%

Selon la Banque centrale (BCI), sur les 29 banques du pays, 14 affichent un ratio de solvabilité supérieur à 8%, contre seulement 7 à la fin de l'année 2021/2022, ce qui révèle un progrès notable. La moyenne du ratio de solvabilité du réseau bancaire, auparavant négative, est désormais passée à 1,75%. La capitalisation totale du système bancaire est passée de 3,3 M Mds IRR à la fin de l'année 2021/2022 (12,45 Mds \$ au taux de 1 \$ = 265 000 IRR en vigueur à l'époque), à 11,7 M Mds IRR en 2025/2026 (13 Mds \$ au taux de 1 \$ = 900 000 IRR effectif sur le marché libre en 2024-2025). La BCI prévoit que cette capitalisation atteindra 13,5 M Mds IRR (soit 15 Mds \$ au taux de 1 \$ = 900 000 IRR) d'ici la fin de l'année 2025/2026. Néanmoins, 6 banques présentent encore un ratio de solvabilité négatif et 9 autres un ratio inférieur à 8%. Ces établissements ont été contraints de soumettre un plan d'augmentation de capital à la BCI.

ISRAËL

1. LE MINISTÈRE DE FINANCES RÉVISE À LA BAISSSE SES PRÉVISIONS MACROÉCONOMIQUES POUR 2025

Pour financer la guerre en cours à Gaza et l'opération menée en juin contre l'Iran, le gouvernement israélien

a décidé d'élargir le déficit budgétaire prévu pour 2025 de 4,9% à 5,2 % du PIB. Le ministère de la Défense bénéficiera ainsi d'une enveloppe supplémentaire de 31 Mds ILS. Certains observateurs estiment cependant que le coût additionnel de la mobilisation de réservistes pour la prise de la ville de Gaza pourrait engendrer des coûts additionnels de 20 Mds ILS, portant le déficit à 6,2%, avec des dépenses de défense cette année quasiment identiques à celles de l'année passée (162 Mds ILS). Parallèlement, le chef économiste du ministère des Finances a revu à la baisse la prévision de croissance du PIB pour 2025, désormais attendue à 3,1 % contre 3,6 % précédemment, afin de tenir compte de l'impact économique du conflit. Il s'agit du deuxième ajustement négatif en l'espace de deux mois: la projection initiale de 4,3 % en début d'année du ministère des Finances avait été ramenée à 3,6 % lors de la précédente révision. Le consensus des économistes privés table désormais pour sa part sur une croissance de seulement 2% en 2025.

2. WIZZ AIR PRÉVOIT D'OPÉRER À PARTIR D'UN HUB À L'AÉROPORT DE TEL AVIV À PARTIR D'AVRIL 2026

La ministre israélienne des Transports Miri Regev a annoncé en août son intention de favoriser l'ouverture d'un hub de la compagnie low cost hongroise Wizz Air à l'aéroport Ben Gourion. Une telle implantation permettrait à la compagnie de baser avions et équipages en Israël, faisant du pays un point de départ et d'arrivée stratégique. Ce dispositif offrirait à Wizz Air la possibilité d'augmenter le nombre de ses liaisons vers Israël, de bénéficier de créneaux horaires privilégiés et de renforcer son ancrage sur le marché local. Dans un premier temps, la compagnie prévoit de stationner en permanence trois appareils à Tel Aviv, afin d'assurer quelque 30 vols quotidiens – principalement vers l'Europe – avec, à la clé, une pression à la baisse sur les prix des billets.

3. EXTENSION DE L'ACCORD GAZIER AVEC L'ÉGYPTE

Le 7 août dernier, l'américain Chevron (40% du champ Léviathan) et ses partenaires israéliens NewMed Energy (45%) et Ratio (15%) ont signé un avenant à un accord du 26 septembre 2019 avec Blue Ocean Energy, acheteur égyptien soutenu par l'État. Cet avenant vise au quasi doublement des livraisons de gaz issues du champ Léviathan pour atteindre 1,25 Md de pieds cubes par jour (pcj) d'ici 2040 contre 680 M pcj en 2024. Le nouvel accord, estimé à 35 Mds USD, représente à lui seul 21 % des réserves du champ Léviathan et 13% de l'ensemble des réserves gazières d'Israël, équivalant à 130 Mds de m³ sur 15 ans. Il s'agit du plus important accord d'exportation de gaz jamais conclu par Israël. Le prix négocié, fixé à 7,6 USD/MBtu,

est supérieur de 30 % à celui appliqué au premier trimestre 2025 pour les livraisons égyptiennes de Léviathan (5,83 USD/MBtu).

4. RENFORCEMENT DU BOYCOTT COMMERCIAL TURC

Les autorités turques ont annoncé l'interdiction d'accès à leurs ports pour les navires liés à Israël ainsi que pour ceux transportant des biens militaires ou à double usage à destination de ce pays, y compris lorsque la destination finale concerne les Territoires palestiniens. Elles ont également acté la fermeture de leur espace aérien aux vols officiels israéliens ainsi qu'aux appareils transportant armes ou munitions vers Israël. Les vols commerciaux israéliens ne sont en revanche pas concernés.

JORDANIE

1. HAUSSE DES RÉSERVES DE CHANGE DE LA CBJ

Selon la Banque Centrale de Jordanie (CBJ), les réserves de change ont enregistré une hausse de près de +5% fin juillet 2025, par rapport au montant enregistré fin décembre 2024 : elles sont évaluées à 22,08 Mds USD (contre 21,015 Mds USD fin 2024). Selon les données de la CBJ, les réserves actuelles sont suffisantes pour couvrir 8,4 mois d'importations de biens et de services en Jordanie (contre 8,2 fin décembre 2024 et 7,7 mois en juillet 2024).

2. SIGNATURE D'UN PROTOCOLE D'ACCORD AVEC L'UNION EUROPÉENNE POUR L'AMF

Le protocole d'accord (MoU) concernant l'assistance macro-financière (AMF) de 500 M EUR, approuvée par les instances européennes en avril dernier, a été signé le 25 août. Il s'agit de la 4^{ème} AMF accordée par l'Union européenne à la Jordanie depuis 2014. Trois décaissements sont prévus sur une période de deux ans et demi sous réserve de la mise en œuvre d'un agenda de réformes établi entre l'UE et le Royaume. Les réformes portent sur la gestion des finances publiques, la gouvernance et la lutte contre la corruption, la protection sociale et les politiques du marché du travail, l'énergie et l'environnement des affaires. Cette aide s'inscrit dans le cadre du partenariat stratégique UE-Jordanie signé en janvier 2025.

3. S & P MAINTIENT LA NOTE DE CRÉDIT DE LA JORDANIE

Standard & Poor's (S&P) maintient la note de crédit à long terme de « BB- » attribuée à la Jordanie avec une perspective stable. Malgré les tensions régionales, S&P prévoit une croissance de 2,6% en 2025 (puis 3% en 2026 et 3,1% en 2027), soutenue par la reprise du tourisme et l'amélioration des échanges avec la Syrie

et l'Irak. S&P projette un déficit consolidé de l'État proche de -2,4% en 2025 (contre 2,8% en 2024). Ce chiffre inclut le déficit du gouvernement central de -6%, contrebalancé par un bénéfice de +3,6% de la Social Security Corporation (SSC). La dette publique, hors dette détenue par le Fonds d'investissement de Sécurité Sociale, devrait quant à elle atteindre 94% du PIB en 2025 (contre 92,4% en 2024). Les réserves de changes brutes devraient s'élever à 22,4 Mds EUR d'ici fin 2025, en hausse de près de +18% sur les deux dernières années. Enfin l'inflation devrait rester faible jusqu'en 2028.

4. LÉGÈRE BAISSE DE L'IPP AU 1^{ER} SEMESTRE 2025

Selon le département des statistiques (DoS), l'indice des prix à la production (IPP) a enregistré une baisse de -0,44% au premier semestre de 2025, en glissement annuel (g.a.). L'analyse par secteur montre que les prix à la production des industries manufacturières ont diminué de -0,59% alors que ceux des industries extractives et de l'électricité ont augmenté respectivement de +0,48% et +0,88% en g.a. Sur le mois de juin, l'IPP a augmenté de +0,41% en glissement mensuel. Pour rappel, l'IPP a enregistré une baisse de -0,58% sur l'ensemble de l'année 2024 par rapport à 2023.

LIBAN

1. S & P RELÈVE LA NOTE DE LA DETTE EN MONNAIE LOCALE MAIS MAINTIENT CELLE DE LA DETTE EN DEVISES ÉTRANGÈRES

L'agence de notation Standard & Poor's Global Ratings a relevé la note de la dette à long terme en monnaie locale du Liban de « CC » à « CCC », avec une perspective désormais stable. Cette décision reflète une légère amélioration de la capacité du gouvernement à rembourser sa dette interne, soutenue par des excédents budgétaires récents et des avancées dans les réformes économiques.

S&P souligne que le gouvernement a repris en 2024 le paiement de sa dette en monnaie locale à la Banque du Liban (détenteur majoritaire des Bons du Trésor), après une suspension entre 2021 et 2023. La dette en monnaie locale, qui représentait près de 100% du PIB avant 2020, ne constituait plus que 2% du PIB en 2024, du fait de la forte dépréciation de la livre libanaise et de taux d'inflation très élevés.

En revanche, la note de la dette en devise étrangère reste inchangée à « SD »/« Défaut sélectif », en raison de l'arrêt des paiements sur les Eurobonds depuis mars 2020. Toute amélioration dépendra de la réussite de la restructuration de la dette extérieure et de réformes économiques majeures, dans le cadre

d'un programme FMI. La dette en devise étrangère s'élève à 31 Mds USD, en plus des coupons impayés depuis le défaut souverain, estimés à près de 20 Mds USD.

S&P avertit toutefois qu'une inclusion de la dette en monnaie locale dans un plan de restructuration pourrait entraîner une dégradation de la note. À l'inverse, de nouvelles avancées économiques et un meilleur accès aux financements internationaux pourraient conduire à une nouvelle amélioration.

Enfin, l'agence souligne les défis persistants du Liban : faible croissance, finances publiques contraintes, environnement politique incertain, et un délai court avant les élections parlementaires de mai 2026, qui limite la marge de manœuvre pour une reprise économique à court terme.

2. L'ACCORD AVEC LE KOWEÏT CONTRIBUERA À AUGMENTER L'APPROVISIONNEMENT EN ÉLECTRICITÉ

Le Liban a reçu sa première cargaison de fioul du Koweït, dans le cadre d'un accord visant à fournir 132 000 tonnes métriques à Électricité du Liban (EDL) pour renforcer l'approvisionnement en électricité. La moitié de cette quantité est offerte sous forme de don, permettant au Liban de bénéficier d'un prix fortement réduit. Le fioul sera livré en plusieurs envois et financé directement par les recettes d'EDL, sans impact sur les finances publiques.

Parallèlement, le Liban a renouvelé pour un an son accord avec l'Irak pour l'importation du fioul, avec une augmentation possible des volumes jusqu'à deux millions de tonnes par an. Ces approvisionnements devraient permettre de fournir entre quatre et huit heures d'électricité par jour, selon les volumes livrés.

SYRIE

1. LA SYRIE A EXPÉDIÉ SA 1^{ÈRE} CARGAISON DE PÉTROLE BRUT DEPUIS 14 ANS

La cargaison de 600 000 barils de pétrole brut lourd aurait été vendue à la plateforme de trading pétrolier, B Serve Energy, a confié le ministère de l'Énergie à Reuters.

Cette vente, la première enregistrée officiellement depuis 14 ans, intervient après la décision prise en juin 2025 par le président Trump de lever les sanctions américaines pesant sur la Syrie.

La Syrie exportait environ 380 000 barils par jour en 2010, soit 20% du PIB et la moitié des recettes de l'État, avant que ce volume ne tombe à 40 000 barils par jour en 2023.

La cargaison aurait quitté, à bord du tanker Nissos Christina, le port de Tartous, au Sud de la Syrie. À cet égard, le pouvoir central à Damas a retiré en juillet 2025 la concession portuaire accordée en 2019 pour 49 ans à la société russe Stroytransgaz, au profit de l'opérateur émirien DP World. Un accord évalué à 800 M USD.

2. LE MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ANNONCE LA CONSTRUCTION D'UNE CENTRALE SOLAIRE DE 100 MW

Les termes du contrat, conclu sous la forme d'un PPA (Purchase Power Agreement) entre l'entreprise STE (Syrian-Turkish Electric Power Company) et l'entité publique syrienne GETTD (General Establishment for Electricity Transmission and Distribution), n'ont pas été dévoilés. La ferme solaire, qui sera localisée à Kafr Behem, dans le gouvernorat de Hama, au Nord de Damas, devrait être pleinement opérationnelle et raccordée au réseau électrique national d'ici un an.

La production nationale d'électricité journalière ne couvre que 1,5 GW de la demande estimée à 6,5 GW ; les énergies renouvelables ne comptant que pour 10,3 % du total (150 MW issus du solaire, 5 MW de source éolienne).

Au cours des derniers mois, l'État syrien a conclu plusieurs contrats visant à exploiter le potentiel des énergies renouvelables du pays et redresser la production électrique endommagée par plusieurs années de conflit, qui ne permet de distribuer de l'électricité que quelques heures par jour. En plus de ce nouveau contrat avec STE, une capacité totale de 1,2 GW a été accordée à des groupes internationaux depuis le mois de mai par le Gouvernement syrien, lesquels sont censés bâtir cinq nouvelles fermes solaires dans le pays, dont une de 1GW près de Damas par la compagnie qatarienne UCC.

En parallèle, le ministère de l'Énergie signait aussi cette semaine un accord-cadre avec l'énergéticien ACWA Power. Il vise, après la complétion d'une phase d'études, la construction de 2,5 GW d'énergies renouvelables dans le pays, répartis entre 1 GW de solaire et 1,5 GW d'éolien

TERRITOIRES PALESTINIENS

1. HAUSSE SIGNIFICATIVE DE L'AIDE EXTÉRIEURE AU 1^{ER} SEMESTRE 2025

Selon les données officielles du ministère palestinien des Finances, le soutien extérieur au gouvernement a enregistré une hausse significative de 47,5% au premier semestre 2025. Il a atteint 1,21 Mds NIS (303 M EUR) à fin juin, contre 822 M NIS (206 M EUR) sur la même période en 2024.

Sur ce montant, 1,065 Md NIS (266 M EUR) ont été alloués au soutien budgétaire, tandis que 147 M NIS (37 M EUR) ont servi au financement de projets de développement.

L'Union européenne arrive en tête des bailleurs avec 673 M NIS (168 M EUR). Elle est suivie par la Banque mondiale, qui a contribué à hauteur de 290 M NIS (73 M EUR), puis par l'Arabie saoudite avec 101 M NIS (25 M EUR).

Cette hausse intervient dans un contexte de crise financière aiguë pour l'Autorité palestinienne, accentuée par le gel des recettes fiscales par Israël depuis quatre mois, ainsi que par le recul du soutien des pays arabes et de la communauté internationale, compliquant le paiement régulier des salaires publics depuis novembre 2021.

2. HAUSSE DE LA DETTE PUBLIQUE AU 1^{ER} SEMESTRE 2025

Selon des données officielles du ministère palestinien des Finances, la dette publique palestinienne a atteint environ 15,4 Mds NIS (3,85 Mds €) à la fin du premier semestre 2025, enregistrant une hausse de 4% par rapport aux 14,8 Mds NIS (3,7 Mds EUR) de la même période en 2024.

La dette locale s'élève à 10,8 Mds NIS (2,7 Mds EUR), dont 4 Mds NIS (1 Md EUR) de prêts bancaires à court terme. La dette extérieure s'élève à 4,5 Mds NIS (1,125 Mds EUR).

Il convient de noter qu'il existe une différence entre la dette publique formelle et les obligations réelles de l'État. Selon les données officielles et le suivi des détails du budget général, les engagements cumulés du gouvernement - y compris les arriérés de salaires des employés, les dettes envers le fonds de retraite et les fournisseurs privés - ne seraient en aucun cas inférieurs à 8,37 Mds EUR, alors que le gouvernement actuel a annoncé un niveau de dette de 10,23 Mds EUR.

3. HAUSSE DU DÉFICIT DE LA BALANCE COMMERCIALE EN JUIN 2025

En juin 2025, le déficit de la balance commerciale palestinienne a atteint 361 M EUR, en hausse de 8% par rapport à juin 2024. Les exportations ont augmenté de 14% pour atteindre 114 M EUR, dont 93% vers Israël, tandis que les exportations vers le reste du monde ont progressé de 11%. Les importations ont augmenté de 9%, totalisant 476 M EUR, dont 55% en provenance d'Israël.

Dans ce contexte, la filière pierre palestinienne traverse l'une de ses pires crises depuis des années. Les exportations ont chuté à seulement 25 % de leur niveau d'avant le conflit à Gaza en octobre 2023. Les

restrictions israéliennes, combinées à la concurrence de la pierre importée, ont lourdement affecté ce secteur qui emploie environ 45 000 personnes et

représente un tiers de la contribution industrielle au PIB. Les pertes sont estimées à 46,5 M EUR, et de nombreux emplois sont menacés si la situation perdure.

PRINCIPAUX INDICATEURS DES PAYS DE LA ZONE

	SOURCE	ÉGYPTE	IRAK	IRAN	ISRAËL	JORDANIE	LIBAN	TP	SYRIE
POPULATION (MILLIONS) – 2024	FMI / WEO	107	44	87	10	11	5,4	5,3*	25*
PIB (Mds USD) – 2024 ^E	FMI / WEO	383	277	401	540	53	28	14*	21*
PIB / HABITANT. (USD) – 2024 ^E	FMI / WEO	3570	6247	4633	54192	4693	5282	2593*	869*
CROISSANCE PIB RÉEL (%) – 2024 ^E	FMI / WEO	2,4	0,3	3,5	0,9	2,5	-7,5	-26,6*	-1,5*
SOLDE BUDGÉTAIRE (% PIB) – 2024 ^E	FMI / WEO	-7,1	-1,5	-4,1	-8,3	-8,3	0,4	-9,5*	-3,1*
DETTE PUBLIQUE (% PIB) – 2024 ^E	FMI / WEO	91	43	37	68	115	164	86*	n/a
RATING COFACE 2024	COFACE	C	E	E	A4	C	D	n/a	n/a
INFLATION MENSUELLE EN G.A. (%)	STATISTIQUES OFFICIELLES	13,6	2,6	36	3,3	2,0	14,2	48,9	15
PMI MENSUEL	STATISTIQUES OFFICIELLES	50,1	n/a	48,7	50,2	n/a	48,9	n/a	n/a
EXPORTATIONS FRANÇAISES (M€) – 2024	DOUANES FRANÇAISES	1792	426	255	1714	306	426	28	29
IMPORTATIONS FRANÇAISES (M€) – 2024	DOUANES FRANÇAISES	1158	1949	48	1386	43	92	4	6

* = DONNÉES BANQUE MONDIALE 2024

AGENCE DE NOTATION COFACE - ESTIMATION DU RISQUE DE CRÉDIT MOYEN DES ENTREPRISES D'UN PAYS

A1 TRÈS FAIBLE / **A2** PEU ÉLEVÉ / **A3** SATISFAISANT / **A4** CONVENABLE / **B** ASSEZ ÉLEVÉ / **C** ÉLEVÉ / **D** TRÈS ÉLEVÉ / **E** EXTRÊME

LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES

POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

RÉDACTION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

POUR VOUS ABONNER : beyrouth@dgtresor.gouv.fr